

"La Méditerranée devient une frontière meurtrière"

6-4

Colloque à Marseille : 23 250 migrants ont péri en tentant de gagner l'Europe

La Méditerranée, hier terre d'échanges et carrefour de cultures, serait-elle devenue la ligne de front d'une guerre sans merci livrée aux migrants ? Depuis 2000, ce sont 23 250 hommes, femmes et enfants qui sont morts dans leur quête des côtes européennes, naufragés en mer, asphyxiés dans des camions, morts de froid dans un train d'atterrissage. Certains estiment qu'il faudrait même multiplier ce chiffre par quatre. Marseille prend sa part du drame. Le 10 janvier, un jeune Guinéen âgé de 18 ans est mort noyé à deux brasses de la digue du large, sur le port. À la suite de son réembarquement forcé, le jeune homme et son compagnon - lui rescapé - avaient préféré se jeter à l'eau.

Tous ces morts n'entrent pas dans les statistiques de Frontex, l'agence européenne pour la gestion de la coopération opération-

"Hier, espace d'échanges, la Méditerranée est désormais un mur."

nelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union. Dans "Le Monde Diplomatique", un responsable de Frontex s'en explique : "Le travail de Frontex c'est la lutte contre l'immigration illégale, pas le sauvetage en mer. Ces gens-là sont morts, ce ne sont plus des migrants."

En partenariat avec la Villa Méditerranée, la Cimade organisait vendredi une "journée de décryptage des enjeux actuels" en Méditerranée, un espace soumis depuis quelques années aux turbulences des "révolutions arabes". Pour les réfugiés des guerres de Syrie, des pays de la corne de l'Afrique - Soudan, Somalie, Érythrée - comme pour les migrants en quête de l'Eldorado Europe, "les mouvements migratoires traditionnels ont changé de nature, constate Geneviève Jacques, présidente de la Cimade. Et derrière le drame des morts en Méditerranée, il ne faut pas oublier les violations



Lors de cette journée de décryptage des "mobilités et des turbulences", la Cimade a apporté un éclairage sur la situation des migrants et des réfugiés dans plusieurs pays de la rive Sud. / B. SOUILLARD

des droits de l'Homme concernant des millions de migrants dans tous les pays du Sud de la Méditerranée". De retour d'une mission dans différents pays et dans les camps de réfugiés en Tunisie, Égypte, Israël, Geneviève Jacques fait état un peu partout de violences : les genoux cassés par la police des migrants sur les grillages des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au

Maroc, les milices libyennes qui utilisent le zoo de Tripoli pour enfermer les migrants sur fond de racisme et de xénophobie ou encore Israël qui "encourage" des réfugiés sur son sol à s'installer en Ouganda. "Nous faisons le constat d'une dégradation de la situation dans les pays de la rive Sud avec une criminalisation des migrants clandestins. On passe d'une situation où ils

étaient à peine tolérés à une situation où ils sont gravement menacés. Les pays du Sud ont repris l'approche sécuritaire inspirée par l'Union européenne". Sur ces routes des migrations partout coupées, n'offrant plus que la mer comme issue, on voit se développer un business criminel avec l'organisation de voyages rémunérateurs, aux mains des mafias locales. La Cimade appelle à une prise en compte en urgence de la défense des droits des migrants. "À la co-responsabilité des gouvernements du Nord et du Sud doit correspondre une coaction des sociétés civiles", estime Mme Jacques.

Le Haut-commissariat aux Réfugiés a fait un appel pour l'accueil des réfugiés jetés hors des frontières de la Libye. La France qui, en coalition avec la Grande Bretagne, a contribué à la chute du régime Kadhafi a depuis accepté l'installation de réfugiés sur son sol. Combien ? Un seul...

Luc LEROUX

CAMPAGNE DE RÉGULARISATION AU MAROC

Les participants de cette journée se sont félicités de la nouvelle orientation de la politique migratoire du Maroc. Le Royaume a lancé une campagne de régularisation en janvier. Quatorze mille dossiers ont été déposés - c'est très peu - et 400 cartes de séjour attribuées. "Le Maroc n'est plus une force auxiliaire de la sécurisation des frontières de l'Europe, indique Mehdi Alioua, président du Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (Gadem). L'enjeu est de taille au Maroc car, "on juge une société à la manière dont elle traite les étrangers". Des associations et ONG de six pays du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest se sont associées mais, l'Algérie reste un "trou noir" au regard de question des migrations en Méditerranée.

